

Un « LBD intelligent » pour les forces de l'ordre, un tournant dans la numérisation des armes

Le Smart ProtectoR 303-T de l'entreprise belge FN Browning Group permet, selon elle, de limiter les tirs potentiellement dangereux. Un produit qui intéresse les autorités, obnubilées par la technologisation de l'équipement des forces de l'ordre.

Par [Antoine Albertini](#) (Herstal (Belgique), envoyé spécial)

Publié hier à 15h00, modifié hier à 18h57



Démonstration du Smart ProtectoR - 303T, à Herstal, Belgique, le 7 mars 2024. SEBASTIEN VAN MALLEGHEM POUR « LE MONDE »

Des lignes futuristes, une livrée orange et un nom élaboré avec un sens consommé du marketing : le Smart ProtectoR 303-T ferait presque penser à un jouet tirant des balles en mousse, un produit dérivé d'une saga de science-fiction à la mode. Mais, avec ce lanceur de billes élaboré pour les forces de l'ordre, le géant belge de l'armement FN Browning Group (ex-FN Herstal) espère conquérir le marché de la sécurité intérieure, avec un argument de poids : une visée assistée par intelligence artificielle (IA), « *première étape d'une digitalisation en marche* », selon Henry de Harenne, directeur de la communication et membre du comité exécutif de « la FN ».

C'est devant son poste de télévision, qui diffusait en boucle les images des blessures infligées par le lanceur de balles de défense (LBD) pendant les manifestations de « gilets jaunes », en 2018 et 2019, qu'un ingénieur de la firme a eu l'idée : pourquoi ne pas utiliser l'IA pour réduire ce risque ? Les forces armées belges s'entraînent déjà au tir avec cette technologie et le fabricant dispose d'une base industrielle solide : son FN-303, un lanceur de billes dit « à létalité réduite », vendu à une quarantaine de forces de sécurité à travers le monde et considéré comme moins dangereux que le LBD. Le développement est lancé. Dix-huit mois plus tard, en novembre 2023, le FN Smart ProtectoR 303-T est la star du salon Milipol, grande-messe bisannuelle des industriels de la sécurité.

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [Intelligence artificielle : les tâtonnements technologiques en matière de sécurité intérieure](#)

A Herstal, une commune distante de 45 kilomètres de Liège (Belgique), sur le site de production high-tech, dissimulé à l'abri de bâtiments historiques caparaçonnés de brique rouge, Yves Charneux, ancien militaire et démonstrateur des produits FN, fait l'article : chaque munition, d'un diamètre de 18 millimètres, est chargée de poudre de bismuth mêlée à du liquide antigel, pour permettre une utilisation par temps froid, et se décline en projectiles à peinture ou au gaz. Aucun risque de « *pénétration* », assure le démonstrateur, la munition se fragmente à l'impact. L'engin fonctionne à l'air comprimé et est équipé d'un chargeur de 15 coups, pour une portée théorique allant jusqu'à 50 mètres.

Mais son innovation majeure consiste dans une caméra intelligente embarquée, associée à un algorithme qui détecte de *features* (« caractéristiques »), yeux, bouche, oreilles, après avoir ingurgité des centaines de milliers d'images de visages. Si une tête est visée – avec un temps de réaction de 100 millisecondes, pour prévenir toute erreur en cas de mouvement de la cible –, un signal sonore et lumineux avise le tireur et un moteur interrompt la chaîne de déclenchement, le tir est impossible.

« Une solution technique et politiquement correcte »

Sans surprise, la réduction « *drastique* » du « *risque lésionnel* » figure au premier rang des arguments développés par la brochure commerciale du Smart ProtectoR. Les exemples documentés de dégâts causés par le lanceur FN-303, qui sert de base à son évolution « intelligente », sont, il est vrai, rares et anciens. Mais ils existent. Le 29 mars 2003, à la fin d'une manifestation en marge d'un sommet de l'Organisation mondiale du commerce à Genève, Denise Chervet, secrétaire centrale du syndicat Comedia, est grièvement blessée par un tir à la tempe sur le quai de la gare de Cornavin et, le 21 octobre 2004, une étudiante américaine de 21 ans décède à Boston après avoir été touchée à l'œil par un projectile de FN-303, lors d'un rassemblement après un événement sportif. Un danger désormais pratiquement écarté à 100 %, promet la FN Browning Group.

En France, la répression des manifestations des « gilets jaunes » a mis en lumière la dangerosité du LBD, dont l'usage n'a été ni prohibé ni restreint, malgré les alertes répétées du corps médical. La sensibilité de l'opinion à ce sujet pourrait bien ouvrir un boulevard au Smart ProtectoR. Avec une vitesse de 88 mètres par seconde, trois fois moins environ que le LBD, et le diamètre réduit de ses projectiles, l'engin produit « *un effet douloureux et dissuasif mais pas traumatisant* », affirme Yves Charneux, qui a travaillé avec l'Académie royale militaire sur la « *balistique lésionnelle* ».

En somme, résume sans détour David Demoulin-Peyrou, il fournirait une solution « à la fois technique et politiquement correcte ». Selon la politiste Asma Mhalla, autrice de *Technopolitique. Comment la technologie fait de nous des soldats* (Seuil, 2024), prétendre maîtriser l'aléa de blessures « relève au contraire de la pure rhétorique : ce type d'équipement ne cause peut-être aucun dommage irréversible, mais il sert une politique à très court terme, qui relève de la pensée magique dans un pays de plus en plus à vif, où la police se militarise ».



Démonstration du Smart Protector - 303T dans les locaux de l'usine de fabrication d'armes FN Browning Group, à Herstal, Belgique, le 7 mars 2024. SEBASTIEN VAN MALLEGHEM POUR « LE MONDE »

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Pourquoi la promesse de « vidéogérer » les villes avec des caméras couplées à une intelligence artificielle séduit et inquiète](#)

Peu de chances que les autorités, obnubilées par la technologisation de l'équipement des forces de l'ordre, se montrent sensibles à un tel argument. D'autant que FN Browning Group, une entreprise publique détenue à 100 % par la région Wallonie, bénéficie d'excellentes lettres de créance puisqu'elle fournit déjà les armées françaises en fusils de précision et en mitrailleuses.

La FN connaît suffisamment l'écosystème sécuritaire français pour s'être assurée du soutien des syndicats de policiers, dont le poids demeure considérable au ministère de l'intérieur. Courant 2024, deux délégations des principales organisations professionnelles ont fait le

voyage à Herstal pour tester un matériel « bluffant », selon Loïc Travers. Le délégué général d'Alliance s'est rendu en Belgique accompagné d'un moniteur de tir et d'un formateur de moniteurs et, après avoir « challengé le fabricant sur les questions juridiques », le trio a pu passer à la phase pratique en appliquant des tirs sur un mannequin. En dépit de réserves mineures, sur la portée de tir effective notamment, « les retours sont très positifs, pas pour remplacer le LBD, qui conserve son utilité, mais en complément, à l'occasion d'épisodes de violences urbaines, par exemple ».

Lire aussi (2019) | Article réservé à nos abonnés [Pourquoi l'usage du lanceur de balles \(LBD\) de défense divise au sein des forces de l'ordre](#)

« Fervent défenseur des moyens de force intermédiaire », Grégory Joron, patron du syndicat Un1té, s'est lui aussi déplacé à Herstal et soutient que « plus on disposera de ces outils, plus la doctrine pourra évoluer » vers un usage maîtrisé de la force. Une certitude confortée par une visite au peloton anti-banditisme, l'unité d'intervention de la police liégeoise, qui fait déjà usage du Smart ProtectoR, « avec un protocole très strict et des tirs appliqués sur les mains ou les pieds, au thorax en dernier ressort ».

Les syndicalistes français, pour une fois à l'unisson, considèrent d'un bon œil le système vidéo incorporé, gage de sécurité juridique pour les agents : chaque utilisation s'accompagne d'un enregistrement audio et vidéo de 4 secondes (3 secondes avant le tir, une seconde après) et d'une photo réalisée au moment précis du tir, horodatée avec mention du point de visée et statut des différents capteurs.

Une fois n'est pas coutume, les deux syndicats rivaux pourraient même s'entendre afin de plaider la cause du « LBD intelligent » auprès de la direction générale de la police nationale, qui fait savoir que « cette arme est toujours en cours d'étude, sans retour définitif à ce jour ».

« Des confusions entre des formes rondes et des visages »

La gendarmerie, elle, a fait part d'un engouement plus mesuré après avoir soumis le Smart ProtectoR à des tests poussés, pratiqués par ses experts du Centre national d'entraînement de Saint-Astier (CNEFG, Dordogne). Résultats : si ce matériel est jugé innovant et performant, les essais ont aussi révélé quelques couacs, comme la confusion entre un visage et des formes circulaires ou la représentation d'un portrait sur un tee-shirt, qui peut interdire le tir.

« Le système a pu être mis en défaut sur des objets ronds, en intérieur », admet Henry de Harenne. Ce retour d'expérience a permis de continuer à améliorer l'algorithme, qui a depuis lors largement évolué. C'est pourquoi il est positif, pour nous, d'avoir des partenaires comme le CNEFG qui le testent dans un maximum de situations différentes, ce qui nous permet ensuite de réaliser des améliorations précises en fonction des retours de terrain. »

Lire aussi l'archive (2019) | Article réservé à nos abonnés [Le lourd bilan des lanceurs de balles de défense de la police](#)

Sans en préciser la date ni le client concerné, FN Browning Group a conclu un premier contrat avec les services de police d'une ville américaine et poursuit ses tentatives de pénétration du marché de la sécurité intérieure en Europe, où le Smart ProtectoR 303-T est en phase de test dans plusieurs pays, dont les Pays-Bas et l'Allemagne, en attendant d'éventuelles commandes. Avec un chiffre d'affaires de 908 millions d'euros en 2023, le deuxième meilleur

enregistré au long de son histoire, l'industriel belge ne s'inquiète pas outre mesure de l'état du carnet de commandes d'un produit de niche, commercialisé depuis moins de dix-huit mois.



Démonstration du Smart ProtectoR - 303T dans les locaux de l'usine de fabrication d'armes FN, à Herstal, Belgique, le 7 mars 2024. Sur la table, les billes dites « à létalité réduite ».
SEBASTIEN VAN MALLEGHEM POUR « LE MONDE »

[Antoine Albertini \(Herstal \(Belgique\), envoyé spécial\)](#)